



GRUPE DE RECHERCHE
ET D'INFORMATION
SUR LA PAIX ET LA SÉCURITÉ

467 chaussée de Louvain
B – 1030 Bruxelles
Tél. : +32 (0)2 241 84 20
Fax : +32 (0)2 245 19 33
Courriel : admi@grip.org
Internet : www.grip.org
Twitter : @grip_org
Facebook : GRIP.1979

Le Groupe de recherche et d'information sur la paix et la sécurité (GRIP) est un centre de recherche indépendant fondé à Bruxelles en 1979.

Composé de vingt membres permanents et d'un vaste réseau de chercheurs associés, en Belgique et à l'étranger, le GRIP dispose d'une expertise reconnue sur les questions d'armement et de désarmement (production, législation, contrôle des transferts, non-prolifération), la prévention et la gestion des conflits (en particulier sur le continent africain), l'intégration européenne en matière de défense et de sécurité, et les enjeux stratégiques asiatiques.

En tant qu'éditeur, ses nombreuses publications renforcent cette démarche de diffusion de l'information. En 1990, le GRIP a été désigné « Messenger de la Paix » par le Secrétaire général de l'ONU, Javier Pérez de Cuéllar, en reconnaissance de « Sa contribution précieuse à l'action menée en faveur de la paix ».



Le GRIP bénéficie du soutien du Service de l'Éducation permanente de la Fédération Wallonie-Bruxelles.

NOTE D'ANALYSE – 15 juin 2016

BERGHEZAN Georges. *Dépenses militaires et importations d'armes dans cinq États ouest-africains*, Note d'Analyse du GRIP, 15 juin 2016, Bruxelles.

<http://www.grip.org/fr/node/2027>



NOTE D'ANALYSE

Dépenses militaires et importations d'armes dans cinq États ouest-africains

Par Georges Berghezan

15 juin 2016

Résumé

La présente note est consacrée à l'évolution des dépenses militaires et aux achats d'armes de la dernière décennie de cinq pays francophones d'Afrique de l'Ouest : le Burkina Faso, la Côte d'Ivoire, le Mali, le Niger et le Sénégal. Aucun de ces pays ne peut être considéré comme une grande puissance, mais la plupart d'entre eux ont récemment choisi la voie d'un net renforcement de leur potentiel militaire, apparemment en riposte aux menaces terroristes et sécessionnistes qui secouent la sous-région. Sans trancher sur le bien-fondé d'une réponse militaire à ce type de menaces, la note tente de fournir un éclairage sur la quantité de ressources affectées à la défense et la sécurité, en les comparant dans la durée et au regard des dépenses affectées aux besoins sociaux des populations de ces pays.

Abstract

Military Spending and Arms Imports in five West African Countries

This report describes the evolution of military expenditures and arms imports during the last decade in five French-speaking West African countries: Burkina Faso, Côte d'Ivoire, Mali, Niger and Senegal. None of these countries can be considered as a major power, but most of them recently chose to strengthen their military capacities, apparently in response to the terrorist and secessionist threats that shake the sub-region. Without stating about the legitimacy of a military answer to this type of threats, the note intends to bring some fresh data on the quantity of resources allocated to the defence and security sector, and compare them over time and with regard to the expenses allocated to the social needs for the population of these countries.

Introduction

À l'exception du Nigeria, les pays d'Afrique de l'Ouest – relativement peu peuplés et dont les PIB demeurent modestes malgré une forte croissance – ne brillent pas par leur puissance militaire¹. Pourtant, comme quasi l'ensemble des pays de la planète, ils disposent d'une armée à laquelle ils affectent une partie de leurs ressources, servant notamment à l'entretien de leurs forces armées et à l'achat d'armement. Étant donné les événements récents dans la région et leur position géostratégique, il n'est donc pas étonnant que leurs dépenses militaires soient globalement en hausse et que leurs arsenaux soient renouvelés et renforcés.

Dans cette note, nous nous limiterons à l'examen de cinq pays d'Afrique de l'Ouest – le Burkina Faso, la Côte d'Ivoire, le Mali, le Niger et le Sénégal – qui ont plusieurs points communs. Limitrophes l'un de l'autre, ils sont tous d'anciennes colonies françaises et ont conservé des liens étroits avec leur ancien colonisateur, notamment sur le plan monétaire (utilisation du franc CFA) et dans le domaine militaire (présence de troupes françaises). Ils ne présentent pas de grandes disparités démographiques, le plus peuplé étant la Côte d'Ivoire (20,8 millions



En rouge : les cinq pays étudiés (source : Section de cartographie de l'ONU)

d'habitants) et le moins peuplé le Sénégal (14,5 millions)². Ensemble, ils occupent un peu plus de la moitié de la superficie de l'Afrique de l'Ouest (Mauritanie comprise).

Le but de cette note est non seulement de montrer l'évolution des dépenses militaires et des achats d'armement majeur de ces cinq États sur une période d'une dizaine d'années, mais aussi de s'interroger sur le bien-fondé de l'affectation d'importantes ressources à la machine militaire, notamment en comparant les montants qu'elle reçoit aux PIB et aux dépenses en matière de santé et d'éducation de chacun de ces pays. En outre, nous examinerons dans quelle mesure les dépenses militaires de ces pays font l'objet de débats ou de contestations.

1. Sur 30 pays africains présents dans le [classement 2016 de Global Firepower](#) (GFP), le Nigeria occupe la 4^e place et le Ghana la 19^e. Trois pays objets de cette étude y figurent également : le Niger, la Côte d'Ivoire et le Mali, respectivement aux 22^e, 23^e et 24^e places.

2. UN Data, [Country profile](#), United Nations Statistics Division.

Une décennie de dépenses militaires

a) Des chiffres à examiner avec précaution

Le graphique de la page suivante représente l'évolution des dépenses militaires des cinq pays en question, sur la base des données de l'Institut international de recherche sur la paix de Stockholm (SIPRI). Le montant des dépenses est exprimé en dollars aux prix et taux de change constants de 2014 afin de permettre d'établir des comparaisons sur la durée et entre pays.

Par ailleurs, les calculs du SIPRI ne se limitent pas nécessairement au seul budget de la Défense, mais incluent toutes les dépenses relatives à la défense et à la sécurité extérieure. Ainsi, des postes tels que les pensions des militaires à la retraite ou les corps paramilitaires (gendarmerie...), relevant souvent d'autres ministères que celui de la Défense (Fonction publique, Intérieur...), sont ici inclus dans les dépenses militaires³.

Dans le texte qui suit, nous faisons parfois appel à d'autres sources, notamment des sources locales et les annuaires *Military Balance* de l'Institut international d'études stratégiques (IISS). Les chiffres de cet institut, basé à Londres, sont exprimés en dollars courants. Par ailleurs, contrairement au SIPRI, l'IISS n'utilise pas de méthode unique pour calculer ces dépenses : dans certains cas, seul le budget du ministère de la Défense est pris en compte, dans d'autres, celui du ministère de l'Intérieur l'est également et, bien souvent, il n'est pas possible de savoir exactement ce qui a été comptabilisé.

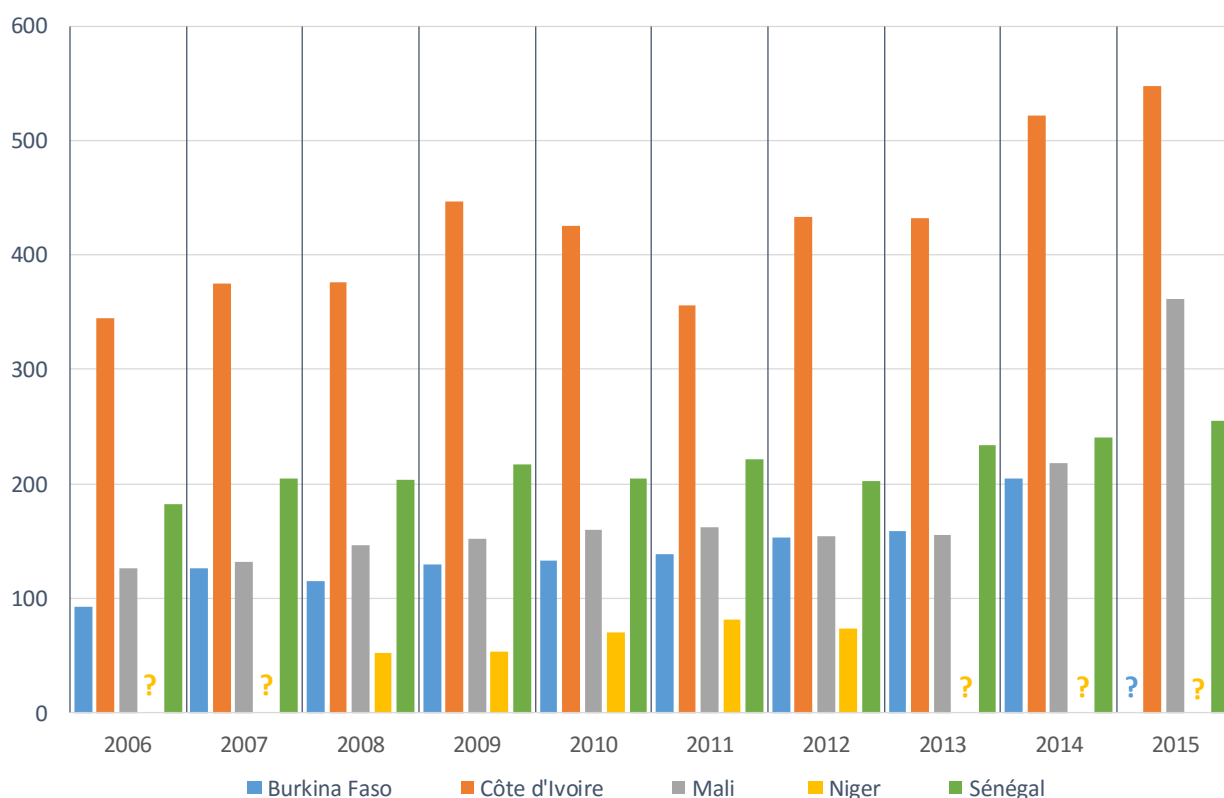
En outre, étant donné l'opacité traditionnelle concernant les affaires militaires, une marge d'incertitude est à prendre en compte dans l'interprétation de ces données. D'ailleurs, d'année en année, le SIPRI comme l'IISS revoient, corrigent et affinent les chiffres publiés les années précédentes. Les chiffres ci-dessous sont donc les plus récents qui soient disponibles.

a) Le Burkina Faso

Les dépenses militaires burkinabé se caractérisent surtout par une nette augmentation en 2014. C'est vers la fin de cette année qu'un changement de régime est intervenu, Blaise Compaoré étant renversé par une révolte populaire en octobre. Il est donc regrettable que le chiffre de 2015 (du SIPRI) ne soit pas encore disponible, car il aurait pu montrer si les nouvelles autorités entendaient persévérer dans l'augmentation des dépenses allouées à l'appareil militaire.

3. Pour plus de détails sur la méthodologie du SIPRI, consultez :
<http://donnees.banquemondiale.org/indicateur/MS.MIL.XPND.GD.ZS>

Dépenses militaires 2006-2015 de cinq pays ouest-africains (en millions USD, aux prix et taux de change de 2014)



Source : SIPRI Military Expenditure Database

Cependant, les chiffres de l'IISS révèlent que les dépenses militaires de 2015 (151 millions USD) étaient en légère baisse par rapport à celles de 2014 (159 millions USD), ce qui pourrait indiquer une tendance au tassement des dépenses militaires après le renversement de Compaoré. Selon le politologue burkinabé Maxime Somda, cette tendance à la baisse depuis 2014 est très nette : il l'évalue à - 40 % en 2015 et même à - 60 % en 2016 (par rapport à 2014). La principale raison en serait la dissolution de l'unité d'élite du Régiment de sécurité présidentielle⁴, qui absorbait près de la moitié des dépenses militaires⁵.

Par ailleurs, notons que le Burkina Faso est le plus mal classé des cinq pays étudiés en ce qui concerne le risque de corruption dans le domaine de la défense, figurant dans la catégorie de pays avec un index de risque « critique » (alors que les quatre autres pays sont classés parmi ceux ayant un risque « très haut »)⁶.

4. Sa dissolution a été décidée officiellement le 25 septembre 2015 ; voir [Compte rendu du Conseil des ministres du 25 septembre 2015](#), *Burkina24*, 25 septembre 2015.

5. Échange de correspondance entre l'auteur et Maxime Somda entre les 26 et 28 mai.

6. [Regional Results Africa](#), Government Defence Anti-Corruption Index 2015, Transparency International, janvier 2016. Les informations sur lesquelles cette étude se fonde proviennent essentiellement de la période comprise entre 2011 et novembre 2015.

b) La Côte d'Ivoire

Après avoir décliné en 2010 et 2011, les dépenses militaires ivoiriennes sont reparties à la hausse en 2012. Ceci est a priori étonnant car on serait enclin à croire qu'un pays qui sort d'un conflit (en l'occurrence la longue crise politico-militaire de 2002 à 2011) a tendance à réduire ses dépenses militaires. Cependant, la sortie de crise, consécutive à l'arrestation et l'extradition de l'ancien président Laurent Gbagbo, ainsi que le retour à une certaine normalité ont permis un redémarrage économique du pays, une envolée de son PIB et donc des recettes de l'État, ce qui pourrait justifier l'augmentation des dépenses militaires.

Il faut noter une forte divergence entre les chiffres, exprimés en dollars courants de 2015, de l'IISS (846 millions) et du SIPRI (465 millions). La seule explication que nous sommes en mesure de donner à cette disparité est que, dans ce cas, l'IISS précise que, outre les dépenses de défense, son évaluation inclut celles relatives à « l'ordre et la sécurité ».

Par ailleurs, selon le SIPRI, avec un montant de 21,2 USD (courants), la Côte d'Ivoire était, en 2014, le pays ayant les dépenses militaires per capita les plus élevées d'Afrique de l'Ouest, après la Mauritanie⁷ (voir le tableau ci-dessous).

Concernant la période 2016-2020, la presse ivoirienne a annoncé, en décembre 2015, l'adoption par le gouvernement d'une loi de programmation militaire « dotée d'un budget de 2 254 milliards F CFA » (soit environ 745 millions USD par an) afin de permettre au pays de se doter d'une « armée moderne et aguerrie »⁸.

Selon l'analyste ivoirienne Michèle Pépé, les autorités invoquent également le besoin de rééquiper les forces armées après la crise post-électorale, en lien avec la réforme du secteur de la défense et de la sécurité ; la nécessité de sécuriser les frontières, en particulier celles situées à l'ouest du pays, une région instable où sont actifs divers groupes armés ; et, enfin, la lutte contre le terrorisme⁹.

Notons que cette loi de programmation militaire, qui n'inclut pas les dépenses de sécurité intérieure puisque cette dernière fait l'objet d'une loi distincte, a été adoptée à l'unanimité par le parlement ivoirien le 11 janvier 2016¹⁰. Malgré quelques réactions critiques d'internautes, son adoption ne semble pas avoir déclenché de réelle contestation d'une tendance qui semble confirmer une progression constante des dépenses militaires ivoiriennes.

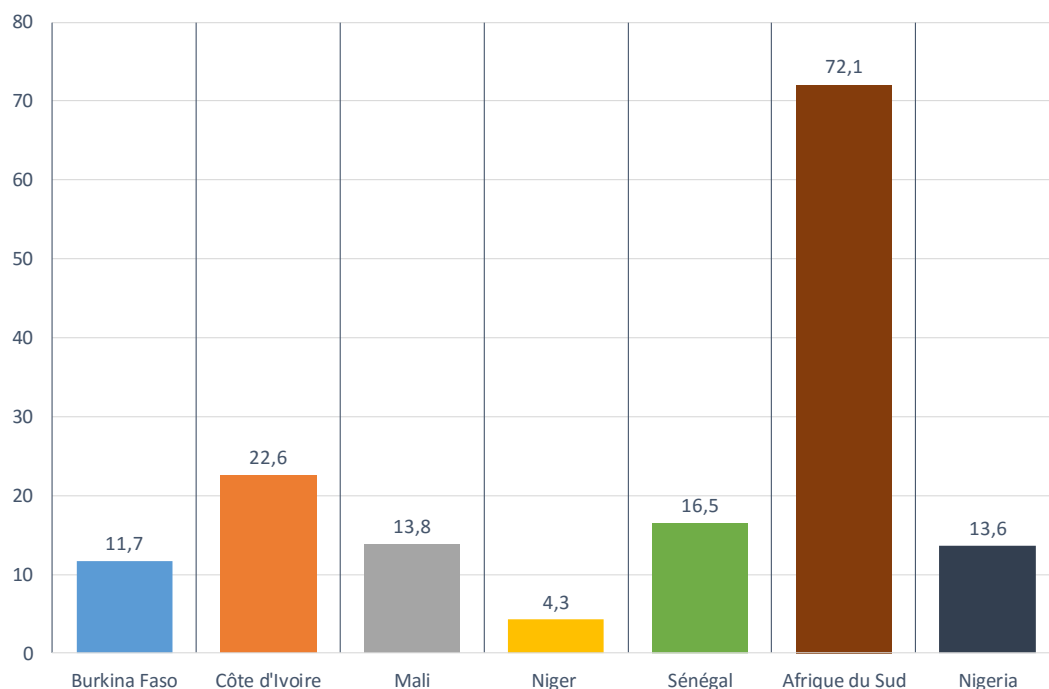
7. [SIPRI Military Expenditure Database](#), accédé le 17 mai 2016. Ces chiffres sont cependant très faibles au regard d'autres pays. Ainsi, la Belgique et la Russie dépensent, par habitant, environ 20 fois plus que le Sénégal, et les États-Unis et l'Arabie saoudite environ 100 fois plus.

8. [Un budget de 2254 Milliards F CFA pour doter la Côte d'Ivoire d'une armée "aguerrie" d'ici 2020](#), *abidjan.net*, 19 décembre 2015.

9. Échange de correspondance entre l'auteur et Michèle Pépé les 22 et 23 mai 2016.

10. [Côte d'Ivoire/Défense, sécurité et justice : 3 lois votées par l'Assemblée nationale](#), *abidjan.net*, 11 janvier 2016.

Dépenses militaires par habitant des cinq pays étudiés et des deux principales puissances africaines (chiffres en USD courants de l'année 2012 pour le Niger et de 2014 pour les autres pays)



Source : SIPRI Military Expenditure Database

c) Le Mali

Après plusieurs années de faibles variations des dépenses militaires maliennes, celles-ci ont fortement augmenté en 2014 et en 2015. Bien que, selon l'IISS, ce changement de tendance date déjà de 2013, nous pouvons en conclure que, si la conquête des deux-tiers du territoire malien par des groupes armés islamistes et tribaux en 2012 n'a pas été suivie d'une augmentation des dépenses militaires, la tentative de reprise de contrôle du Nord-Mali, entamée l'année suivante et non achevée à ce jour, semble bien s'être traduite par une forte croissance du budget alloué à la défense.

Comme dans le cas de la Côte d'Ivoire, les chiffres de l'IISS pour le Mali, qui incluent à la fois les budgets de la Défense et de l'Intérieur (469 millions USD), sont plus élevés que ceux du SIPRI (309 millions USD), du moins en ce qui concerne l'année 2015 (en dollars courants). Par ailleurs, notons que les chiffres de dépenses militaires maliennes par habitant révèlent, selon le SIPRI, une progression de près de 40 % entre 2014 et 2015 (de 13,8 à 19 USD, en dollars courants de ces années)¹¹.

Par ailleurs, relevons que, par 117 voix contre 21, l'Assemblée nationale malienne a adopté, le 18 décembre 2015, le budget annuel de l'État pour l'année 2016, prévoyant notamment une augmentation de 16 %, (par rapport à 2015) du budget

11. [SIPRI Military Expenditure Database](#), consulté le 17 mai 2016.

de la Défense pour le porter à 211,45 milliards F CFA, soit environ 350 millions USD¹².

Enfin, la presse malienne dénonce depuis des années la corruption et les détournements de fonds entourant le budget de la Défense¹³, phénomènes qui expliqueraient au moins partiellement la débâcle subie par l'armée en 2012 face aux mouvements djihadistes et touareg. Ces pratiques seraient loin d'être éradiquées, en tout cas selon l'opposition politique malienne qui a organisé, le 21 mai 2016, une manifestation pour protester, notamment, « contre la corruption généralisée, le détournement des ressources destinées à la défense et à la sécurité nationale »¹⁴.

d) Le Niger

Les chiffres disponibles auprès du SIPRI sont malheureusement fort incomplets et se limitent à la période entre 2008 et 2012. À leur lecture, les dépenses militaires nigériennes seraient les plus faibles des cinq pays étudiés, s'élevant à 73,1 millions USD (dollars constants de 2014) en 2012.

En se basant sur les chiffres les plus récents de l'IISS, qui indiquent des dépenses pratiquement identiques entre 2012 et 2014, il ne semble pas que la menace d'un débordement de l'instabilité régnant dans plusieurs pays voisins (Mali, Libye et Nigeria) se soit accompagnée d'une hausse importante des dépenses militaires. Relevons aussi que, en mai 2015, le Parlement a approuvé une augmentation du budget de l'État pour l'année 2015. Sur un nouveau budget de 1 732 milliards CFA, on apprenait qu'environ 33 milliards (55,6 millions USD) seraient « alloués à la défense et à la sécurité »¹⁵. Cependant, selon l'analyste militaire français, Laurent Touchard, le budget militaire a explosé depuis 2012, pour atteindre 200 millions USD en 2014¹⁶, soit près du triple que le chiffre avancé par l'IISS.

Cette affirmation est partiellement corroborée par des observations effectuées par Oswald Padanou, spécialiste des problèmes de défense du Sahel, qui qualifie d'« impressionnant » l'ampleur du renouvellement et de la modernisation de l'équipement militaire nigérien. Par ailleurs, selon lui, il n'y a pas de contestation ou d'opposition au niveau des dépenses militaires ou des achats d'armes par le gouvernement, sauf peut-être concernant des cas de détournement de fonds

12. [Mali : Le budget de la Défense passe de 182,4 milliards F CFA à 211,45 milliards](#), *maliweb.net*, 20 décembre 2015.

13. Voir par exemple [Corruption et népotisme dans l'armée et dans l'administration : Après l'échec d'ATT pour manque de volonté politique, IBK va-t-il réussir contre ses fléaux ?](#), *maliweb.net*, 25 avril 2016.

14. [Mali : marche de l'opposition à Bamako contre « la mauvaise gouvernance »](#), *Jeune Afrique*, 21 mai 2016.

15. [Niger revises 2015 budget higher on defence spending](#), Reuters Africa, 25 mai 2015.

16. Laurent Touchard, [Les défis de la politique de défense du Niger](#), *Jeune Afrique*, 17 février 2014.

affectant les forces armées¹⁷. Notons pourtant que 22 députés se sont opposés au budget révisé adopté par le Parlement en mai 2015 (contre 77 en sa faveur). Les informations disponibles ne permettent pas de connaître les raisons de leur opposition, bien que l'augmentation des dépenses militaires en raison de l'offensive des forces nigériennes contre Boko Haram alors en cours en territoire nigérian ait été invoquée pour justifier la révision du budget¹⁸.

L'ampleur courante des dépenses militaires nigériennes demeure donc soumise à d'importantes interrogations. La presse locale n'a pas révélé le montant du budget de la Défense lors de l'adoption parlementaire du budget de l'État pour 2016¹⁹.

e) Le Sénégal

Sur dix ans, les dépenses militaires sénégalaises se caractérisent par de légères variations annuelles, aboutissant à une augmentation globale modérée. Cette tendance est sans doute le signe d'une certaine stabilité politique, mais aussi de l'absence de menace externe ou interne directe, à l'exception du conflit « de basse intensité » casamançais. Relevons également que l'IISS donne un chiffre quasi-identique à celui du SIPRI pour les dépenses militaires de l'année 2015, exprimées en dollars courants (respectivement 216 et 215 millions USD).

Cependant, c'est en invoquant une « menace djihadiste » que, le 25 novembre 2015, l'Assemblée nationale sénégalaise a adopté, sans débat, un budget du ministère des Forces armées porté à 150,78 milliards F CFA pour 2016, soit une augmentation de 18,5 % par rapport à l'année précédente ou encore 244,7 millions USD²⁰. Il semble donc que, à l'instar des autres pays étudiés, sauf le Burkina Faso, le Sénégal soit en train d'augmenter assez nettement ses dépenses militaires.

Dépenses militaires versus budgets sociaux

Le schéma ci-dessous illustre la part du PIB consacrée, par chacun des cinq pays étudiés, aux dépenses publiques de santé et d'éducation, ainsi que la part des dépenses militaires. En outre, à des fins de meilleure comparaison, y ont été ajoutés les parts de ces dépenses pour la moyenne de l'Afrique subsaharienne et pour l'ensemble des pays du monde, répartis selon leur indice du développement humain (IDH)²¹. Notons que les cinq pays étudiés appartiennent tous au groupe à IDH faible.

17. Échange de correspondance entre l'auteur et Oswald Padonou, 23 et 24 mai 2016.

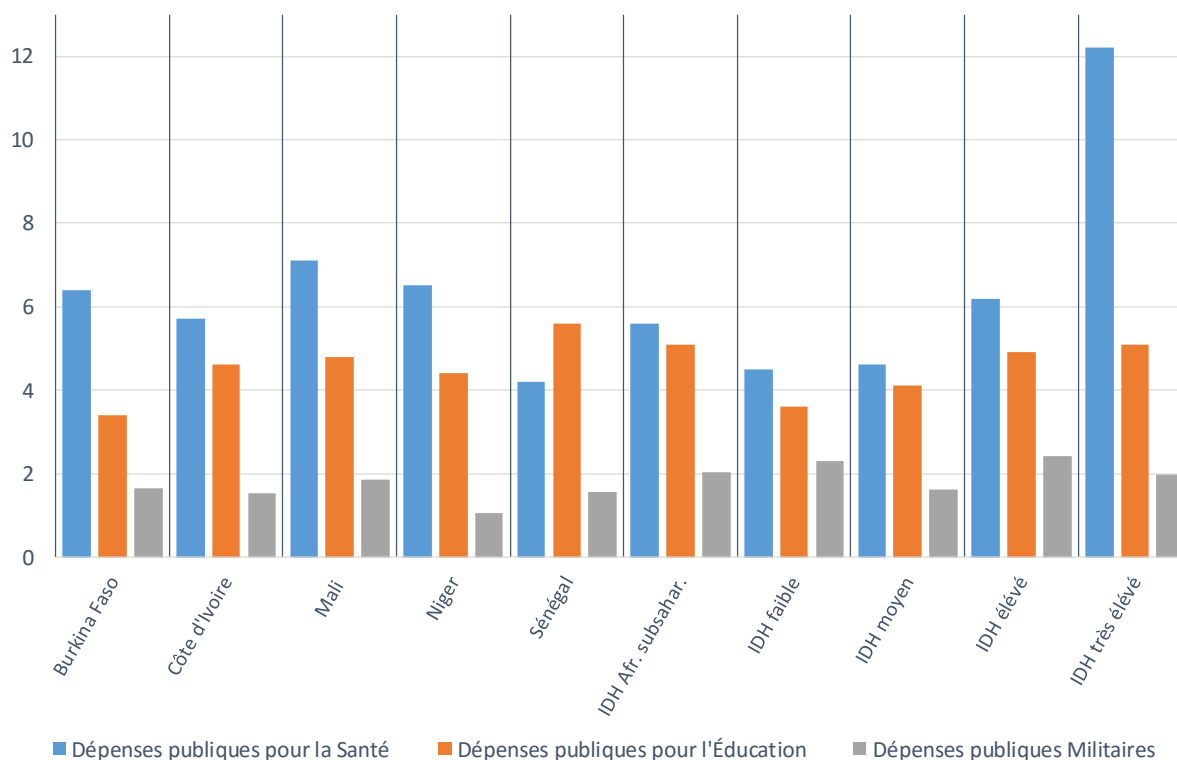
18. [Niger revises 2015 budget higher on defence spending](#), *op. cit.*

19. [Assemblée nationale : Les députés approuvent le projet de loi de Finances 2016 dont les ressources s'élèvent à 1 785,13 milliards de FCFA](#), *ActuNiger*, 12 novembre 2015.

20. [Hausse de son budget : les Forces... armées de 150 milliards de FCFA](#), *Le Quotidien* (Dakar), 26 novembre 2015.

21. Pour en savoir plus sur l'IDH développé par le Programme des Nations unies pour le Développement, voir <http://hdr.undp.org/fr/content/indice-de-d%C3%A9veloppement-humain->

Comparaison des dépenses publiques, en % du PIB



Sources : Dépenses militaires : SIPRI, année 2014 – sauf pour le Niger, année 2012 (dernière année connue) ; Dépenses publiques pour la santé : PNUD, année 2013 ; Dépenses publiques pour l'éducation : PNUD, année la plus récente de la période 2005-2014.

Nous pouvons en tirer les constats suivants :

Bien qu'étant en « queue de classement » des pays à IDH faible (entre la 170^e place pour le Sénégal et la 188^e place pour le Niger, sur un total de 188 pays), tous ces pays, sauf le Sénégal, dépensent davantage pour la santé, en part de leur PIB, que la moyenne de l'Afrique subsaharienne et que la moyenne mondiale, quel que soit le niveau d'IDH considéré.

Les cinq pays étudiés, sauf le Burkina Faso, dépensent davantage pour l'éducation, en part de leur PIB, que la moyenne des pays à IDH faible ou moyen. Le Sénégal dépense même davantage pour ce poste que la moyenne des pays à IDH élevé ou très élevé. Cependant, à l'exception du Sénégal, tous ces pays dépensent moins pour l'éducation que la moyenne de l'Afrique subsaharienne.

Ces cinq pays consacrent moins de 2 % de leur PIB aux dépenses militaires, soit une part moins importante de leurs ressources que la moyenne de l'Afrique subsaharienne et des pays à IDH faible, élevé ou très élevé. Cette part est grosso modo semblable à celle des pays à IDH moyen.

[idh](https://fr.wikipedia.org/wiki/Indice_de_d%C3%A9veloppement_humain). Pour en savoir plus sur la méthodologie utilisée pour son calcul, voir [https://fr.wikipedia.org/wiki/Indice de développement humain](https://fr.wikipedia.org/wiki/Indice_de_d%C3%A9veloppement_humain).

En conclusion, nous pouvons affirmer que, même si le Sénégal semble attribuer une part trop faible de son PIB à la santé publique et le Burkina Faso à l'éducation, les cinq pays paraissent avoir des dépenses militaires modérées. Ceci explique sans doute l'absence de contestation de la hauteur des budgets de la défense constatée dans tous les pays étudiés, bien que la mauvaise utilisation de ces budgets et les détournements de fonds auxquels ils peuvent donner lieu émeuvent l'opinion publique, notamment au Mali. Il faut également noter que, dans le cas du Burkina Faso, la tendance à la diminution des dépenses militaires semble résulter de la dissolution d'une unité d'élite, consécutive à sa grande impopularité, car perçue comme ayant été la garde prétorienne de l'ancien président.

Relevons néanmoins que les chiffres datent d'au plus tard 2014 (2012 dans le cas des dépenses militaires du Niger), alors que les années suivantes semblent marquées, dans quatre de ces cinq pays, par une tendance à la hausse des budgets militaires.

Des importations d'armes modestes

À l'exception d'armes à feu artisanales²² et de munitions pour fusils de chasse²³, aucun des pays étudiés ne dispose de capacités de production d'armes ou de munitions. Comme la plupart des pays africains, ils dépendent donc essentiellement de fournisseurs extérieurs pour acquérir du matériel militaire. Par ailleurs, en tant que membres de la CEDEAO, ils sont tous liés à une Convention sur les armes légères et de petit calibre (ALPC) adoptée en juin 2006 et entrée en vigueur en septembre 2009²⁴. Celle-ci a notamment pour caractéristique d'interdire a priori l'acquisition d'ALPC (article 3), sauf autorisation préalable délivrée par le Secrétaire exécutif de la CEDEAO (article 5).

En ce qui concerne les armes lourdes (dites conventionnelles), aucune limitation juridique ne pèse sur les importations des États membres de la CEDEAO et, donc, des cinq pays étudiés. Cependant, force est de constater que ces pays ne représentent que peu de choses dans l'arène du commerce mondial des armes : moins d'un millième de la valeur totale des armements lourds ont eu comme récipiendaire un des cinq pays étudiés durant la période 2006-2015, d'après la base de données du SIPRI²⁵ qui intègre notamment les informations figurant dans

22. Dont la production est établie dans les cinq pays étudiés, sauf le Sénégal.

23. Produites en particulier par la Cartoucherie de Bamako, spécialisée dans la fabrication de munitions de calibre 12.

24. Le texte de cette convention est disponible sur le [site du RAFAL](#).

25. Plus exactement, 0,756 % des importations mondiales d'armement durant la décennie étudiée ont eu comme destinataire un des cinq pays étudiés. Source : [SIPRI Arms Transfers Database](#), consulté le 20 mai 2016.

le Registre des armes conventionnelles de l'ONU²⁶. Cette base de données est la source principale de la section qui suit.

a) Le Burkina Faso

Selon le SIPRI, le principal achat, entre 2006 et 2015, du Burkina Faso a été l'acquisition, en 2011, de trois avions d'attaque légers brésiliens EMB-314 *Super Tucano*, d'une valeur estimée par le SIPRI à environ 36 % de l'ensemble des acquisitions effectuées par le pays en 2006 et 2015. Ensuite, nous trouvons un hélicoptère polyvalent *AgustaWestland AW139*, livré en 2015 par l'Italie, puis une bonne quarantaine de véhicules blindés (GILA et Puma M-26) acquis en Afrique du Sud et quelques-uns de fabrication française, probablement vendus d'occasion (Panhard AML-60/90).

Par ailleurs, le Burkina Faso, dont le régime précédent s'était fait une spécialité de violer des embargos sur les armes, notamment ceux imposés à l'UNITA (Angola), à la RUF (Sierra Leone) et au Liberia²⁷, a également violé l'embargo imposé à son voisin ivoirien, dont il a abondamment équipé les forces rebelles dirigées par Alassane Ouattara. Le Groupe d'experts nommé par le Conseil de sécurité de l'ONU a jugé, en 2012, « profondément préoccupant qu'il découvre régulièrement en Côte d'Ivoire des armes et du matériel connexe vendus à l'origine au Burkina Faso »²⁸. Parmi ces armes, citons des munitions 7,62x39 mm (type Kalachnikov), achetées à la Roumanie par Ouagadougou en 2005-2006 et réexportées aux rebelles ivoiriens durant les années suivantes²⁹, en violation de l'embargo de l'ONU et de la Convention de la CEDEAO, qui interdit « sans exception » les fournitures de matériel militaire aux « acteurs non étatiques » (article 3.2).

b) La Côte d'Ivoire

À partir de novembre 2004, la Côte d'Ivoire a été soumise à diverses sanctions de l'ONU, dont un embargo sur les armes imposé à toutes les parties en conflit, embargo allégé en 2014 et levé en avril 2016³⁰. Dès lors, les achats d'armes officiels ont été particulièrement peu nombreux durant la période étudiée et se limitent à trois patrouilleurs de surveillance, livrés par la France à la marine ivoirienne en 2014 et 2015.

26. Les États membres de l'ONU sont invités à rapporter chaque année les achats, ventes et autres transactions internationales d'armes lourdes à un organisme ([United Nations Register of Conventional Arms](#)) chargé de les compiler et de les publier. Ceci permettrait d'enregistrer plus de 90 % du commerce mondial des armes.

27. Voir Georges Berghezan, [Côte d'Ivoire et Mali, au cœur des trafics d'armes en Afrique de l'Ouest](#), Rapport du GRIP n° 2013/1, p. 28, février 2013.

28. [Midterm report of the United Nations Group of Experts on Côte d'Ivoire](#), S/2012/766, § 26, 15 octobre 2012.

29. *Op. cit.*, § 25.

30. Pour plus d'informations à ce sujet, consulter la base de données du GRIP des embargos sur les armes : <http://www.grip.org/fr/node/1558>

Cependant, le gouvernement du président Gbagbo, renversé en avril 2011, a violé à plusieurs reprises l'embargo de l'ONU, notamment par l'intermédiaire de réseaux dirigés par deux citoyens français et un biélorusse. Ces violations ont été amplement documentées par plusieurs rapports d'experts de l'ONU et ont révélé que le gouvernement a acquis des munitions d'Iran, des grenades d'Afrique du Sud et, via le Sénégal, des grenades, des fusils et des armes de poing produits en France, en Turquie et au Brésil ; bénéficié de formations militaires au Maroc ; remis en état au moins un hélicoptère d'attaque grâce au soutien de techniciens ukrainiens et biélorusses. En outre, des citoyens étatsuniens ont exporté, ou au moins tenté de le faire, de grandes quantités de grenades, de pistolets et de munitions. Enfin, les derniers mois du gouvernement Gbagbo ont été marqués par l'enrôlement de milliers de mercenaires libériens.

Si les violations de l'embargo par le camp rebelle n'ont pas autant attiré l'attention des experts onusiens, elles n'ont été ni moins nombreuses ni moins massives. Et, presque à chaque fois, effectuées à partir du territoire burkinabé, bien que l'implication du Mali a été parfois évoquée. Ainsi, des fusils d'assaut fabriqués en Pologne et en Chine, achetés légalement par le Burkina, se sont retrouvés dans les mains de rebelles ivoiriens. Le même itinéraire a été suivi par des munitions pour fusils d'assaut, produites en Iran, en Serbie et en Roumanie, et par des véhicules militaires lourds, de provenance non-identifiée. Enfin, de nombreux membres des forces armées burkinabé ont été déployés dans le nord de la Côte d'Ivoire alors que le conflit faisait rage³¹.

À l'heure actuelle, l'augmentation des dépenses militaires semble aller de pair avec une forte augmentation des importations d'armes. L'armée nationale connaîtrait « de nombreuses carences » et disposerait « d'un matériel obsolète », ce qui justifierait l'achat prévu par la loi de programmation militaire 2016-2020 susmentionnée d'armement pour une valeur de 800 milliards FCFA³², soit plus de 1,3 milliard USD.

c) Le Mali

Le principal fournisseur du Mali est la Bulgarie qui lui a livré, ces dix dernières années, plusieurs dizaines d'automitrailleuses, de transporteurs de troupes et de lance-roquettes mobiles, ainsi que six hélicoptères d'attaque, tout ceci étant du matériel d'occasion fabriqué en ex-URSS et dont la valeur totale est évaluée à environ 90 % du total de ses achats d'armes conventionnelles. Le reste est réparti entre l'Ukraine, qui lui a livré, en 2011 et 2012, une vingtaine de transporteurs de troupes, également d'occasion, et la France, avec deux avions d'entraînement et de surveillance LH-10 Ellipse fournis en 2013. Enfin, le Mali a commandé au Brésil

30. Sur les violations de l'embargo ivoirien, voir les différents rapports des Groupes d'experts de l'ONU entre 2006 et 2012 ou Georges Berghezan, *op. cit.*, p. 13-27.

31. « Côte d'Ivoire: l'ONU lève les dernières sanctions », *RFI*, 28 avril 2016.

six avions d'attaque légers EMB-314 Super Tucano, ainsi que, au Canada, des moteurs turbopropulseurs pour les équiper.

Sur le plan des trafics d'armes, il faut noter que le Mali – plaque tournante traditionnelle de la contrebande entre l'Afrique du Nord et l'Afrique de l'Ouest – a été particulièrement exposé en 2011 et 2012, années durant lesquelles d'énormes quantités d'armement ont été transférées de Libye et acquises par plusieurs mouvements armés, en particulier les divers groupes djihadistes et touaregs qui ont contrôlé le nord du Mali jusqu'au début 2013, ainsi que Boko Haram.

La perte de contrôle du nord du pays et la prise d'une grande partie de l'arsenal de l'armée par les forces rebelles ont marqué sans conteste un tournant dans la politique d'achat d'armes des autorités maliennes. Il faut cependant noter que, à la suite du coup d'État du 22 mars 2012, conséquence de la déroute militaire qui venait d'être subie, le pays a été placé sous embargo sur les armes par la CEDEAO. Si la mesure n'a été officiellement en vigueur que moins d'une semaine – du 2 au 7 avril 2012 –, il semble bien qu'elle ait continué à être appliquée par les États voisins, en particulier ceux disposant de grands ports par où transitent les marchandises destinées au Mali, au moins pendant les six mois qui ont suivi. Ainsi, une partie du matériel commandé à la Bulgarie et évoqué plus haut n'a été livrée qu'avec plusieurs mois de retard à Bamako. Par ailleurs, des pays européens semblent avoir empêché la livraison de deux chasseurs Sukhoi russes, finalement livrés à la République démocratique du Congo³³.

Enfin, relevons que, en 2012, la Bulgarie aurait également livré au Mali de grandes quantités d'ALPC³⁴ et que, au début 2013, la Russie lui a vendu 3 000 Kalachnikovs³⁵. Les informations disponibles ne précisent pas si une autorisation a été demandée ou délivrée par le Secrétariat de la CEDEAO.

d) Le Niger

Au cours de la dernière décennie, la force aérienne nigérienne a été équipée de près d'une vingtaine d'appareils, qui seraient, selon le SIPRI : deux avions de reconnaissance autrichiens DA42MPP, trois avions légers (ULM) français Tetras, trois hélicoptères, également français, SA-342 Gazelle (d'occasion), deux hélicoptères d'attaque russes Mi-24P et Mi-35P, deux avions d'attaque au sol ukrainiens Sukhoi-25 et, auprès des États-Unis, cinq appareils de surveillance (quatre Cessna-208 Caravan et un King Air-350 ISR d'occasion). En outre, l'armée

32. Georges Berghezan, *op. cit.*, p. 29-36.

33. *Ibid.*

34. [La Russie a vendu 3 000 fusils d'assaut AK-47 à l'armée malienne](#), *Zone Militaire opex360.com*, 19 mars 2013.

de terre a reçu sept transporteurs de troupes de Chine (ZFB-05 et WZ-523) et 21 d’Afrique du Sud (Puma M-26).

Par ailleurs, le Niger a été, comme le Mali, très affecté par des importations illégales d’armes et de munitions, souvent sophistiquées, de Libye. Cependant, à l’inverse de l’armée malienne, les forces nigériennes et les forces françaises déployées dans le pays ont réussi à intercepter une partie non négligeable de ces armes³⁶.

e) Le Sénégal

D’après la banque de données du SIPRI, le principal fournisseur d’armes lourdes du Sénégal serait, en valeur, la France, qui lui a notamment livré un hélicoptère léger Fennec, six avions d’entraînement TB-30 Epsilon, une embarcation de débarquement, trois patrouilleurs maritimes et huit canons tractés de 155 mm TR-F-1, du matériel généralement d’occasion. En second lieu vient l’Afrique du Sud, qui lui a fourni un grand nombre de véhicules, le plus souvent d’occasion : 60 transporteurs de troupes blindés (Casspir, GILA et Puma M-26), 49 véhicules blindés AML-60/90 et 26 véhicules de combat Ratel-20. Notons également l’achat, à la Russie en 2007, de deux hélicoptères d’attaque Mi-24P/Mi-35P, à l’Indonésie, de quatre avions de transport CN-235 (dont deux n’avaient pas encore été livrés à la fin 2015) et, à l’Espagne, d’un hélicoptère Bell-205/UH-1H, un avion de transport C-212 et un patrouilleur Conejera, tous trois d’occasion.

Selon l’estimation du SIPRI, le Sénégal serait, pour la période 2006-2015, le principal importateur des cinq pays étudiés, alors qu’il n’arrive qu’en troisième position sur le plan des dépenses militaires. Rappelons que ces chiffres n’incluent ni les ALPC, ni les commandes en cours, ni les transactions qui n’ont été déclarées ni par l’acheteur ni par le vendeur.

f) Les principaux fournisseurs

Le commerce des armes dénote un certain degré de dépendance des acheteurs envers leurs fournisseurs. De l’examen des chiffres du SIPRI, il ressort que le Burkina Faso dépend surtout du Brésil pour ses importations, le Mali de la Bulgarie, le Niger des États-Unis et la Côte d’Ivoire, comme le Sénégal, de la France. Si l’on agglomère ces chiffres, le principal fournisseur des cinq pays étudiés est la France, suivie de l’Afrique du Sud, de la Bulgarie et de la Russie.

Par « blocs », le marché est dominé par les pays de l’OTAN, suivis des « BRICS », le reste étant contrôlé par d’autres pays d’Europe (principalement l’Ukraine) et d’Asie (principalement l’Indonésie).

35. Voir par exemple « [Niger : l’enquête avance sur le matériel explosif en provenance de Libye](#) », *RFI*, 28 juin 2011 ; « [Niger: importante saisie d’armes de djihadistes](#) », *Le Figaro*, 16 octobre 2014 ; « [Un convoi intercepté au Niger près de la frontière avec la Libye](#) », *Bruxelles 2*, 19 mai 2015.

Principaux fournisseurs d'armement des cinq pays étudiés (en % du point de vue des importateurs)

Exportateurs / Importateurs	Afrique du Sud	Brésil	Bulgarie	Etats-Unis	France	Indonésie	Italie	Philippines	Russie	Ukraine	Autres
Burkina Faso	19,4%	36,1%			5,6%		16,7%	11,1%	5,6%		5,6%
Côte d'Ivoire					100,0%						0,0%
Mali			91,7%		0,0%					5,6%	2,8%
Niger	8,6%			31,4%	5,7%				20,0%	25,7%	8,6%
Sénégal	28,2%		0,0%	2,4%	30,6%	9,4%			21,2%		8,2%

Source: SIPRI Arms Transfers Database

Conclusion

Le montant des dépenses militaires des cinq pays étudiés demeure raisonnable en fonction de la hauteur (plutôt modeste) de leur PIB ou des montants alloués à l'éducation et à la santé. Avec moins de 2 % de leur PIB consacrés aux dépenses militaires, ils se situent légèrement en-dessous de la moyenne de l'Afrique subsaharienne ou des pays à index de développement humain faible.

Au Mali et au Niger, deux États déstabilisés par le chaos régnant en Libye voisine, ces dépenses semblent en forte augmentation, bien que nous ne disposions pas de données récentes fiables pour le Niger, en outre menacé par les insurgés nigériens de Boko Haram. Au Burkina Faso, malgré l'absence de chiffres récents, le changement de régime semble avoir entraîné une nette réduction des dépenses militaires. Quant à la Côte d'Ivoire, le nouveau gouvernement paraît avoir choisi la voie du renforcement de son appareil militaire, ce qui expliquerait la hausse des dépenses qui lui sont affectées. Enfin, le Sénégal poursuit une ascension lente mais régulière de ses budgets attribués à la défense et à la sécurité. Reste à voir comment évolueront les dépenses militaires de ces pays, et en particulier des deux derniers cités, où une forte croissance du PIB est attendue, notamment en raison du début de l'exploitation d'importantes réserves d'hydrocarbures.

Sur le plan des importations, quatre des cinq pays examinés sont en train de développer une force aérienne légère en acquérant des appareils divers, le plus souvent d'occasion. La trop récente levée de l'embargo sur les armes en Côte d'Ivoire ne permet pas d'avoir le recul nécessaire pour juger de la politique en matière d'équipement de ses forces de sécurité. Cependant, étant donné le poids économique du pays et la politique affichée par son gouvernement, on peut supposer que Yamoussoukro prendra bientôt une position de leader sous-régional en matière d'achats d'armement.

Enfin, relevons que, dans aucun de ces pays, la politique de défense et sécurité ne semble être substantiellement contestée par la société civile ou l'opposition politique. Cependant, au Mali, et peut-être au Niger, des voix se sont élevées contre la corruption ou le détournement de ressources destinées aux forces armées.

L'auteur

Georges Berghezan est chercheur au GRIP dans l'axe « Conflit, sécurité et gouvernance en Afrique ». Ses travaux portent principalement sur la violence armée, la prolifération d'armes et la prévention des conflits en Afrique centrale, ainsi que le trafic d'armes et de drogue en Afrique de l'Ouest.

Avec le soutien du



LE GOUVERNEMENT
DU GRAND-DUCHÉ DE LUXEMBOURG
Ministère des Affaires étrangères
et européennes

Direction de la coopération
au développement et
de l'action humanitaire